

lundi, 16 mars 2015 10:29

La CIA a financé des groupes terroristes en Algérie?



IRIB- Dans votre livre *Lords of Secrecy* vous accusez Washington d'entretenir le black-out sur l'utilisation des drones.

Que cache l'administration Obama sur ce sujet ?

Scott Horton : De prime abord, il est nécessaire de distinguer entre les frappes spécifiques, où les considérations tactiques justifient que la date, l'heure, le lieu et la méthode soient tenus secrets avant l'attaque, et les grandes considérations de politique qui conduisent l'administration Obama à adopter un programme d'assassinats et le confier à la CIA, en utilisant généralement des missiles portés par des drones. Dans ce dernier cas, l'exigence du secret est foncièrement illégitime.

L'administration Obama doit justifier son programme, expliquer ce qu'elle cherche à atteindre, et pourquoi elle croit qu'elle peut mener ce programme du point de vue du droit. Or, l'équipe d'Obama affirme que deux facteurs justifient le secret, même à ce niveau de la politique d'Etat : primo, les assassinats s'appuient souvent sur un accord diplomatique secret entre les Etats-Unis et un Etat disposé à coopérer – comme le Pakistan et le Yémen –, ce qui exige des Etats-Unis qu'ils mentent sur leur rôle ; secundo, la CIA, contrairement au Pentagone, mène des opérations secrètes, couvertes. En somme, Washington essaie simplement de cacher une guerre d'un nouveau genre, secrète par essence, et qui est dirigée par les services de renseignement plutôt que par l'armée.

Les assassinats par les drones américains sont un secret de polichinelle. En revanche, le programme qui justifie ces assassinats est tenu secret. Que pouvez-vous nous dire sur ce programme ? Pourquoi Washington refuse-t-il de le rendre public ?

L'administration Obama argue que le secret est justifié par des raisons de sécurité nationale. Elle va jusqu'à dire que même les fondements juridiques sur lesquels reposent leurs actions sont secrets. Or,

cette affirmation est d'une telle absurdité que même les tribunaux fédéraux américains – qui se gardent de remettre en question l'argument du secret brandi par l'Administration – ont exprimé leur objection. L'été dernier, la cour d'appel fédérale de New York a forcé le gouvernement à produire la note secrète justifiant l'assassinat au Yémen d'Anwar Al-Awlaki, un citoyen américain, par une frappe de drone. Ce document montre que les mobiles de l'assassinat sont tirés directement du droit de la guerre, que l'assassinat d'un ennemi qui présente des menaces imminentes pour les Etats-Unis, en contexte de guerre, et qui ne peut être facilement arrêté, inculpé et traduit devant les tribunaux sans mettre en danger la vie des soldats américains, peut être justifié. Cela soulève un certain nombre de questions évidentes : qui sont exactement ces ennemis ? Sur quel territoire cette guerre est-elle menée ? Les réponses à ces questions ne sont toujours pas claires. Bien au contraire, il semble que les services de renseignement américains formulent constamment des réponses différentes qu'ils rendent rarement publiques.

Plusieurs analystes ont révélé un lien étroit entre les Etats-Unis et les groupes djihadistes, et ce, depuis leur soutien à Ben Laden en Afghanistan contre les Soviétiques jusqu'à leur appui aux groupes terroristes qui sévissent en Libye et en Syrie. Quel est votre point de vue à ce sujet ?

Aujourd'hui, le New York Times rapporte sur la base d'une étude approfondie de la gestion de la trésorerie de la CIA en Afghanistan que celle-ci était tombée aux mains d'Al-Qaïda. La CIA choisit régulièrement ses alliés pour atteindre des objectifs de court terme, montrant son incapacité à anticiper les crises futures que ces relations pourraient produire. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, elle finançait et soutenait des groupes qui allaient par la suite muter en organisations terroristes ; elle se rangeait de leur côté, tout en finançant et en travaillant en bonne intelligence avec les services secrets d'Etat qui pratiquent la torture et la violation des droits de l'Homme. Ces mariages de complaisance démentent les déclarations des Etats-Unis sur le respect de certains principes dans leurs relations, y compris la défense de la démocratie et des droits de l'Homme. Quand la CIA n'était qu'un maillon de la structure de sécurité nationale américaine, ces liaisons contre nature étaient déjà problématiques. Maintenant que la CIA joue un rôle de plus en plus dominant, cette propension à se lier avec des partenaires infréquentables est un énorme embarras pour les Etats-Unis.

Interview réalisée par Mohamed El-Ghazi